

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41912]

**14 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'adaptation
des rythmes scolaires annuels**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu les lois coordonnées du 31 décembre 1949 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, notamment l'article 6bis ;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 7 ;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat ;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, § 3 ;

Vu le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, notamment l'article 9 ;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 5sexies, alinéa 2 ;

Vu le décret du 21 décembre 1992 portant diverses mesures en matière de Culture, d'Affaires sociales, d'Enseignement et de Budget, notamment l'article 12 ;

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois de Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 20 ;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 88, 97, 98 et 98bis ;

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment les articles 152, 270 et 403 ;

Vu le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire, notamment les articles 25, 31, 32, 33 et 36/18 ;

Vu le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, notamment l'article 31 ;

Vu le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, notamment l'article 24ter, alinéa 2 ;

Vu le décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, notamment l'article 23, alinéa 5 ;

Vu le décret du 14 juin 2018 instituant un enseignement expérimental aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^{ème} et 3^{ème} degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales ;

Vu le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, notamment l'article 19, § 1^{er} ;

Vu le code l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, notamment l'article 1.7.7-4 ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, notamment l'article 7 ;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres du personnel stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des CPMS de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1998 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire ordinaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2006 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1997 fixant le modèle de l'attestation de demande d'inscription en application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Etudes de Base au terme de l'enseignement primaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant les listes des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observations autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation des épreuves externes communes certificatives dans l'enseignement secondaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études dans l'enseignement secondaire en alternance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2016 portant exécution de l'article 24^{ter} alinéa 2 du décret du 11 avril 2014 réglant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2018 organisant, à titre expérimental, dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), des options de base groupées en 4^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} années de l'enseignement secondaire qualifiant ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2019 portant exécution de l'article 2, 2^o et 3^o, et des articles 9, 11, 18 et 19 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2019 définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances ;

Considérant le Code l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et mettant en place le tronc commun, notamment l'article 1.9.1-1, tel que remplacé par le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre ;

Considérant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment l'article 2^{bis}, tel qu'inséré par le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre ;

Vu le « Test genre » du 23 mars 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Vu le protocole de négociation du 6 mai 2022 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 4 mai 2022 ;

Vu l'avis des organisations représentatives des parents d'élèves au niveau communautaire donné le 4 mai 2022, en application de l'article 1.6.6-3 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 13 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation, de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles et de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

TITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'organisation générale de l'enseignement

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1998 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire ordinaire*

Article 1^{er}. L'article 6 l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 mars 1998 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire ordinaire est remplacé par ce qui suit :

« Article 6. La période de siège des Conseils de recours s'étend sur toute l'année scolaire. Elle démarre au plus tard le 16 août pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de fin d'année scolaire et démarre au plus tard le 15 septembre pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations qui suivent les secondes sessions. »

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2006 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1997 fixant le modèle de l'attestation de demande d'inscription en application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre*

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2006 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 1997 fixant le modèle de l'attestation de demande d'inscription en application des articles 80 et 88 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans toutes les annexes, le terme « l'insuffisance des locaux disponibles » est remplacé par le terme « l'indisponibilité de places » ;

2° dans les annexes II, IV, VIII et X, le terme « premier jour ouvrable scolaire de septembre » est remplacé par le terme « premier jour ouvrable de l'année scolaire ».

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Études de Base au terme de l'enseignement primaire*

Art. 3. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mai 2007 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de recours contre les décisions de refus d'octroi du Certificat d'Études de Base au terme de l'enseignement primaire, les termes « 16 et le 31 août » sont remplacés par les termes « 5 août et le lundi qui précède la rentrée scolaire ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 15/1 rédigé comme suit :

« Article 15/1. - Sans préjudice de l'article 31, § 5 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire, si le mandat des sept membres effectifs visés à l'article 31, § 2, alinéa 1^{er} du même décret est exercé durant la période de vacances d'été du personnel directeur en fonction de promotion telle que fixée par le Gouvernement, ceux-ci perçoivent une indemnité pour chaque jour de participation compris dans cette période.

Lorsque le membre effectif est remplacé par son suppléant, l'indemnité est octroyée au suppléant.

Le montant de l'indemnité est de 104,89 euros par jour de participation, indexé selon l'indice-pivot 138.01.

Cette indemnité est assimilée à une rémunération ; elle donne lieu à un prélèvement de cotisations sociales et de précompte professionnel.

Cette indemnité ne peut pas être prise en compte pour le calcul de l'allocation de fin d'année, du pécule de vacances et de la pension. ».

CHAPITRE 4. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice*

Art. 5. Dans l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 janvier 2010 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « entre le 16 août et le 31 août pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de juin et entre le 15 septembre et le 10 octobre pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de septembre » sont remplacés par les termes « entre le 16 août et le vendredi qui précède la rentrée scolaire pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de fin d'année scolaire et entre le 15 septembre et le 10 octobre pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations qui suivent les secondes sessions » ;

2° à l'alinéa 3, le terme « entre le 16 août et le 31 août » est remplacé par le terme « entre le 16 août et le vendredi qui précède la rentrée scolaire » ;

3° à l'alinéa 4, le terme « entre le 16 août et le 31 août » est remplacé par le terme « entre le 16 août et le vendredi qui précède la rentrée scolaire ».

CHAPITRE 5. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant les listes des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observations autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option*

Art. 6. Dans l'annexe IV, point A2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 mai 2013 fixant les listes des indicateurs permettant au Gouvernement d'autoriser plusieurs établissements à se restructurer ou à octroyer des dérogations à l'implantation des degrés d'observations autonomes, aux délocalisations, aux normes de maintien d'établissement, ainsi qu'aux normes de maintien par année, degré et option, le terme « 1^{er} septembre suivant » est remplacé par le terme « premier jour de l'année scolaire suivante ».

CHAPITRE 6. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat*

Art. 7. Dans l'article 10, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation de l'épreuve externe commune octroyant le certificat d'études de base (CEB) et la forme de ce certificat, le terme « 30 juin de l'année » est remplacé par le terme « dernier jour de l'année scolaire ».

Art. 8. L'article 12 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Article 12. L'épreuve externe commune commence l'avant-dernier lundi de l'année scolaire. L'épreuve se répartit sur quatre matinées. Les chefs d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et les pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française peuvent suspendre les cours les après-midis.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut autoriser, pour des motifs exceptionnels, d'organiser les épreuves externes certificatives du CEB avant le lundi précité ».

CHAPITRE 7. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation des épreuves externes communes certificatives dans l'enseignement secondaire*

Art. 9. Dans l'article 10, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2016 déterminant les modalités d'inscription, de distribution, de passation, de correction et de sécurisation des épreuves externes communes certificatives dans l'enseignement secondaire, le terme « 30 juin de l'année » est remplacé par le terme « dernier jour de l'année scolaire ».

Art. 10. Dans l'article 12 du même arrêté, le terme « en juin » est remplacé par le terme « au plus tôt le 16e jour calendrier qui précède le dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 8. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice*

Art. 11. Dans l'article 34, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 relatif aux attestations, rapports, certificats et brevets délivrés au cours des études secondaires de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées :

- 1) le terme « 1^{er} septembre » est remplacé par le terme « premier jour de l'année scolaire » ;
- 2) le terme « 30 juin » est remplacé par le terme « dernier jour de l'année scolaire ».

Art. 12. Dans les annexes du même arrêté, les termes « du 1^{er} septembre..... au 30 juin » sont remplacés chaque fois par les termes « du premier jour de l'année scolaire au dernier jour de l'année scolaire ».

Art. 13. Dans l'annexe 29 du même arrêté, les termes « Depuis le 1^{er} septembre » sont remplacés par les termes « Depuis le premier jour de l'année scolaire ».

Art. 14. Dans l'annexe 54 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 4, alinéa 2 :

- les termes « 1^{er} septembre » sont remplacés par les termes « premier jour de l'année scolaire » ;
- les termes « 30 juin » sont remplacés par les termes « dernier jour de l'année scolaire » ;

2° au point 8 :

- les termes « 1^{er} septembre » sont chaque fois remplacés par les termes « premier jour de l'année scolaire » ;
- les termes « 30 juin » sont chaque fois remplacés par les termes « dernier jour de l'année scolaire » ;
- les termes « 30 juin de l'année scolaire » sont chaque fois remplacés par les termes « dernier jour de l'année scolaire » ;
- les termes « la rubrique " 1er septembre " au " 30 juin " sera complétée par les années de début et de fin de l'année scolaire. » Sont remplacés par les termes « la rubrique « premier jour de l'année scolaire » au « dernier jour de l'année scolaire » sera complétée par les dates du premier jour de l'année scolaire et du dernier jour de l'année scolaire et par les années de début et de fin de l'année scolaire. » ;

- les termes « Annexe 42 : il s'agira du 1^{er} septembre de l'année scolaire où la 5e année a été terminée avec fruit et du 30 juin de l'année scolaire où la 6ème année a été terminée avec fruit. » sont remplacés par les termes « Annexe 42 : il s'agira du premier jour de l'année scolaire où la 5e année a été terminée avec fruit et du dernier jour de l'année scolaire où la 6ème année a été terminée avec fruit. » ;

3° au point 19 :

- les termes « 1^{er} septembre » sont remplacés par les termes « premier jour » ;
- les termes « 30 juin » sont remplacés par les termes « dernier jour ».

4° au point 22, les termes « depuis le 1^{er} septembre » sont chaque fois remplacés par les termes « depuis le premier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 9. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études dans l'enseignement secondaire en alternance*

Art. 15. Dans les annexes 3bis, 3ter, 3quater, 6bis, 6ter, 6quater, 15, 15bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 2016 fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études dans l'enseignement secondaire en alternance, les termes « 1^{er} septembre » sont remplacés par les termes « premier jour de l'année scolaire ».

Art. 16. Dans les annexes 39 et 39bis du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les termes « 1^{er} septembre » sont remplacés par les termes « premier jour de l'année scolaire » ;
- 2° les termes « 30 juin » sont remplacés par les termes « dernier jour de l'année scolaire ».

CHAPITRE 10. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2018 organisant, à titre expérimental, dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), des options de base groupées en 4ème, 5ème et 6ème année de l'enseignement secondaire qualifiant*

Art. 17. Dans l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2018 organisant, à titre expérimental, dans le régime de la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), des options de base groupées en 4ème, 5ème et 6ème années de l'enseignement secondaire qualifiant, le terme « 1^{er} septembre » est remplacé par le terme « premier jour de l'année scolaire ».

Art. 18. Dans l'article 6, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le terme « 1^{er} septembre » est remplacé par le terme « premier jour » ;

2° le terme « scolaire » est inséré entre les mots « de l'année » et les mots « de la transformation ».

CHAPITRE 11. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 17 juillet 2019 portant exécution de l'article 2, 2° et 3°, et des articles 9, 11, 18 et 19 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 19. Dans l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2019 portant exécution de l'article 2, 2° et 3°, et des articles 9, 11, 18 et 19 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, le terme « 1^{er} septembre 2022 » est remplacé par le terme « premier jour de l'année scolaire 2022-2023 ».

Art. 20. Dans l'annexe 2, à l'article 4, 2), dernier alinéa, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans la première phrase, le terme « 30 juin » est remplacé par le terme « dernier jour » ;

2° Dans la deuxième phrase :

a) au 1^{er} tiret, le terme « 30 juin » est remplacé par le terme « dernier jour de l'année scolaire » ;

b) au 2ème tiret, le terme « 1^{er} au 30 septembre » est remplacé par le terme « premier jour de l'année scolaire au 30 septembre »

Art. 21. Dans l'annexe 2, à l'article 5, alinéa 4, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans la première phrase, le terme « 30 juin » est remplacé par le terme « dernier jour » ;

2° Dans la deuxième phrase :

a) au 1^{er} tiret, le terme « 30 juin » est remplacé par le terme « dernier jour de l'année scolaire » ;

b) au 2ème tiret, le terme « 1^{er} au 30 septembre » est remplacé par « premier jour de l'année scolaire au 30 septembre ».

CHAPITRE 12. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2019 définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants*

Art. 22. Dans l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 septembre 2019 définissant les modalités de conversion en périodes des moyens complémentaires octroyés pour l'exercice de la mission de conseiller en prévention ou de délégué à la protection des données, conformément à l'article 23, alinéa 5, du décret-programme du 12 décembre 2018 portant diverses mesures relatives à l'organisation du budget et de la comptabilité, aux Fonds budgétaires, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'enfance, à l'enseignement obligatoire et de promotion sociale, aux bâtiments scolaires, au financement des infrastructures destinées à accueillir la Cité des métiers de Charleroi, à la mise en œuvre de la réforme de la formation initiale des enseignants, le terme « le 31 août » est remplacé par le terme « la veille du premier jour de l'année scolaire ».

Art. 23. Dans l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1^{er}, le terme « 1^{er} septembre au 30 juin » est remplacé par le terme « premier jour de l'année scolaire au dernier jour de l'année scolaire » ;

- à l'alinéa 3, le terme « 1^{er} septembre et le 30 juin » est remplacé par le terme « premier jour et le dernier jour ».

Art. 24. Dans les annexes I et II du même arrêté, le terme « le 31 août » est remplacé par le terme « la veille du premier jour de l'année scolaire ».

TITRE II. — *Dispositions relatives aux personnels de l'enseignement*

CHAPITRE 13. — *Dispositions modifiant l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

Art. 25. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 août 1959 fixant la durée des services admissibles prestés à titre intérimaire par les membres du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point 1° est complété par la phrase suivante : « Le résultat de la multiplication sera limité à 360 jours maximum par année scolaire ou académique. » ;

2° le point 3° est complété par la phrase suivante : « Le résultat de la multiplication sera limité à 360 jours maximum par année scolaire. ».

CHAPITRE 14. — *Dispositions modifiant l'arrêté-royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise*

Art. 26. A l'article 2, Chapitre E, de l'arrêté royal du 15 mars 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des grades du personnel des cours de promotion sociale relevant du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la rubrique « Educateur économe », le terme « 153 » est abrogé et remplacé par le terme « 153/1 » ;

2° dans la rubrique « Secrétaire de direction », le terme « 153 » est abrogé et remplacé par le terme « 153/1 ».

Art. 27. Dans l'annexe intitulée « Tableau des échelles de traitement au 1^{er} septembre 2011 » du même arrêté, la rubrique « Echelles de la classe (22 ans) » est complétée comme suit :

« 153/1

19.013,29 - 31.875,91

1¹ x 556,95

1¹ x 1.113,90

1³ x 916,70

1² x 945,11

1² x 945,65

9² x 931,59 ».

CHAPITRE 15. — *Dispositions modifiant l'arrêté-royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat*

Art. 28. A l'article 2, chapitre G, de l'arrêté-royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du Service général de pilotages des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° le titre « Educateur-économe » et l'ensemble du paragraphe sont abrogés et remplacés par :

« Educateur-économe dans l'enseignement secondaire de plein exercice :

a) éducateur-économe 153/1

b) éducateur-économe porteur du master en sciences de l'éducation ou du master en psychopédagogie ou de la licence en sciences de l'éducation, ou de la licence en sciences et techniques de la formation continue, ou de la licence en sciences psychopédagogiques, ou de la licence en psychopédagogie, ou de la licence en politique de formation et psychopédagogie, ou de la licence en politiques et pratiques de formation 416/1

Educateur-économe dans les hautes écoles et les écoles supérieures des arts : 153 » ;

2° le titre « Secrétaire de direction » et l'ensemble du paragraphe sont abrogés et remplacés par :

« Secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire de plein exercice :

a) Secrétaire de direction 153/1

b) Secrétaire de direction porteur du master en sciences de l'éducation ou du master en psychopédagogie ou de la licence en sciences de l'éducation, ou de la licence en sciences et techniques de la formation continue, ou de la licence en sciences psychopédagogiques, ou de la licence en psychopédagogie, ou de la licence en politique de formation et psychopédagogie, ou de la licence en politiques et pratiques de formation 416/1

Secrétaire de direction dans les hautes écoles et les écoles supérieures des arts : 153 ».

Art. 29. Dans l'annexe du même arrêté intitulée « Tableau des échelles de traitement au

1^{er} septembre 2019 », les modifications suivantes sont apportées :

1° la rubrique « Echelles de la classe (22 ans) » est complétée par :

153/1

19.013,29 – 31.875,91

1¹ x 556,95

1¹ x 1.113,90

1³ x 916,70

1² x 945,11

1² x 945,65

9² x 931,59

2° la rubrique « Echelles de la classe (24 ans) » est complétée par :

416/1

23.309,17 – 40.232,56

1¹ x 567,23

1¹ x 1.134,47

1³ x 1.383,79

10² x 1.383,79

CHAPITRE 16. — *Dispositions modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres du personnel stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des CPMS de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

Art. 30. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres du personnel stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des CPMS de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection est remplacé comme suit :

« Article 1. § 1. Les membres du personnel technique, définitifs et stagiaires, soumis à l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

1° vacances d'automne (de Toussaint) : deux semaines fixées par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

2° vacances d'hiver (de Noël) : Elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle advient le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit. Les dates sont fixées annuellement par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française ;

3° congé de détente (de Carnaval) : une semaine fixée par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

4° vacances de printemps (de Pâques) : deux semaines fixées par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

5° vacances d'été : les périodes de vacances d'été sont fixées comme suit :

a) pour les directeurs : cinq semaines de vacances successives, fixées par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

b) pour les autres membres du personnel : du lendemain du dernier jour de l'année scolaire à la veille du premier jour de l'année scolaire suivante. Cinq jours ouvrables successifs doivent également être prestés durant les vacances d'été soit la première semaine des vacances d'été soit la semaine qui précède la rentrée scolaire.

L'ouverture des centres psycho-médico-sociaux pendant une partie des vacances d'été scolaires et une semaine des vacances scolaires de détente doit permettre, par l'organisation de permanences clairement signalées aux consultants, d'assurer aux jeunes et aux familles la fonction ou mission de conseil en matière d'orientation scolaire et professionnelle ;

6° congés divers :

1. le 27 septembre (Fête de la Communauté française) ;

2. le 1^{er} novembre (Toussaint) ;

3. le 2 novembre ;

4. le 11 novembre (Armistice de 1918) ;

5. le mardi gras, conformément à l'article 1.9.1-2, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

6. le lundi de Pâques ;

7. le 1^{er} mai (Fête du Travail) ;

8. le jeudi de l'Ascension ;

9. le Lundi de Pentecôte.

§ 2. Les membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, soumis au décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, bénéficient du régime des congés de vacances annuelles défini ci-après :

1° congé d'automne (de Toussaint) : une semaine fixée par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

2° vacances d'hiver (de Noël) : Elles commencent le lundi de la semaine dans laquelle tombe le 25 décembre, et durent deux semaines. Toutefois, lorsque le 25 décembre coïncide avec un samedi ou un dimanche, ces vacances débutent le lundi qui suit. Les dates sont fixées annuellement par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française ;

3° congé de détente (de Carnaval) : une semaine fixée par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

4° vacances de printemps (de Pâques) : deux semaines fixées par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

5° vacances d'été : six semaines de vacances successives, fixées par un arrêté du Gouvernement de la Communauté française au plus tard au mois d'avril de l'exercice X-2 pour l'exercice X ;

6° congés divers :

1. le 27 septembre (Fête de la Communauté française) ;

2. le 1^{er} novembre (Toussaint) ;

3. le 2 novembre ;

4. le 11 novembre (Armistice de 1918) ;
5. le mardi gras, conformément à l'article 1.9.1-2, § 3, alinéas 2 et 3, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;
6. le lundi de Pâques ;
7. le 1^{er} mai (Fête du Travail) ;
8. le jeudi de l'Ascension ;
9. le lundi de Pentecôte. ».

CHAPITRE 17. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française*

Art. 31. L'article 24, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 1993 portant statut pécuniaire des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, est complété par la phrase suivante : « Le résultat de la multiplication sera limité à 360 jours maximum par année scolaire. ».

Art. 32. Dans l'article 45 du même arrêté, les mots « les vacances d'hiver, de printemps et/ou d'été » sont remplacés par les mots « les vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval), de printemps (de Pâques) et/ou les vacances d'été ».

Art. 33. Dans l'article 46 du même arrêté, les mots « vacances d'hiver et/ou de printemps » sont remplacés par les mots « vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval) et/ou de printemps (de Pâques) ».

Art. 34. Dans l'article 47 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le nombre « 160 » est remplacé par « 120 » ;
- 2° le nombre « 200 » est remplacé par « 150 ».

Art. 35. Dans l'article 50 du même arrêté, les mots « les vacances d'hiver, de printemps et/ou d'été » sont remplacés par les mots « les vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval), de printemps (de Pâques) et/ou les vacances d'été ».

CHAPITRE 18. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2016 portant exécution de l'article 24ter alinéa 2 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française*

Art. 36. A l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 août 2016 portant exécution de l'article 24ter alinéa 2 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et les fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots “ du 1^{er} au 7 juillet et ” sont supprimés ;
- 2° les mots “du 16 au 31 août” sont remplacés par les mots “du 16 août à la veille du premier jour de la rentrée scolaire”.

TITRE III. — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur*

CHAPITRE 19. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 37. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de Gouvernement de la Communauté française du 30 août 1996 pris en application de l'article 20 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le 2°, les mots « deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire » sont remplacés par les mots « deux premières semaines complètes du mois d'avril » ;
- 2° dans le 3°, le mot « quatre » est remplacé par « cinq ».

CHAPITRE 20. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 38. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juin 2002 fixant le régime des vacances du personnel des Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le 2°, les mots « deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire » sont remplacés par les mots « deux premières semaines complètes du mois d'avril » ;
- 2° dans le 3°, les mots « comprises dans la période des vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire, dont quatre semaines consécutives au moins » sont remplacés par les mots « comprises entre le 1^{er} juillet et la rentrée académique, dont cinq semaines consécutives au moins ».

CHAPITRE 21. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 39. A l'article 4, 4. de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013 portant règlement général des études dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « sur deux semaines coïncidant avec les vacances en vigueur dans l'enseignement fondamental et secondaire » sont remplacés par les mots « sur les deux premières semaines complètes du mois d'avril ».

TITRE IV. — Dispositions relatives à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit

CHAPITRE 22. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit*

Art. 40. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 1995 fixant le montant du droit d'inscription de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1^{er}, le terme « avant le 31 octobre de chaque année » est remplacé par le terme « le dernier samedi précédant les vacances d'automne (de Toussaint) de l'année scolaire en cours » ;

- à l'alinéa 2, le terme « 15 novembre » est remplacé par le terme « vendredi qui suit les vacances d'automne (de Toussaint) ».

TITRE V. — Dispositions relatives à l'accueil temps libre

CHAPITRE 23. — *Disposition modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mars 2004 déterminant certaines modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances*

Art. 41. Dans l'article 15 de l'arrêté, à l'alinéa 1 les modifications suivantes sont apportées : les mots « vacances de Noël ou de Pâques » sont remplacés par les mots « vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval) ou de printemps (de Pâques) ».

Art. 42. Dans l'Annexe III-1 de l'arrêté, les mots « vacances de Noël ou de Pâques » sont remplacés par les mots « vacances d'automne (de Toussaint), d'hiver (de Noël), de détente (de Carnaval) ou de printemps (de Pâques) ».

TITRE VI. — Dispositions finales

Art. 43. Le présent arrêté entre en vigueur le 29 août 2022, à l'exception des chapitres 14 et 15 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2022.

Art. 44. Les Ministres ayant l'enseignement obligatoire, l'enseignement supérieur et la promotion sociale et l'Enfance dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juillet 2022.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/41912]

14 JULI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap betreffende de aanpassing van de jaarlijkse schoolritmes

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 31 december 1949 betreffende de toekenning van academische graden en het universitaire examenprogramma, inzonderheid op artikel 6bis;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de leden van het onderwijspersoneel van de Staat;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 houdende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5, § 3;

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 houdende organisatie van het alternerend secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, inzonderheid op artikel 5sexies, lid 2;

Gelet op het decreet van 21 december 1992 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, sociale zaken, onderwijs en begroting, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en de betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 tot vaststelling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren voor de verwezenlijking ervan, inzonderheid op de artikelen 88, 97, 98 en 98bis;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs aan de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten), inzonderheid op de artikelen 152, 270 en 403;

Gelet op het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de prestaties van leerlingen in het leerplichtonderwijs, en inzonderheid op de artikelen 25, 31, 32, 33 en 36/18;

Gelet op het decreet van 30 juni 2006 houdende de organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 24^{ter}, tweede lid;

Gelet op het programmadecreet van 12 december 2018 houdende diverse maatregelen met betrekking tot de organisatie van de begroting en de boekhouding, de begrotingsfondsen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van de infrastructuur bestemd voor de vestiging van de *Cité des métiers de Charleroi*, de tenuitvoerlegging van de hervorming van de initiële lerarenopleiding, en inzonderheid op artikel 23, lid 5;

Gelet op het decreet van 14 juni 2018 tot instelling van experimenteel onderwijs op de graden 2 en 3 van het kwalificerend secundair onderwijs met betrekking tot de certificering door leerresultaateenheden (CPU), en op de graden 2 en 3 van het overgangsonderwijs met betrekking tot de overschrijding van het maximum aantal wekelijkse lestijden, en tot vaststelling van diverse bepalingen inzake het leerplichtonderwijs, de organisatie van de examencommissie die het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreikt en het overleg met de inrichtende machten en de vakbonden;

Gelet op het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, inzonderheid op artikel 19, § 1;

Gelet op het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, waarin het gemeenschappelijke kerncurriculum is vastgesteld, en inzonderheid op artikel 1.7.7-4;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 betreffende het geldelijk statuut van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de leden van de Algemene Sturingsdienst van de Scholen en PMS-centra, van de leden de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de leden van de inspectiedienst voor het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de PMS-centra van de Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie en het verlof van de stagelopende personeelsleden of de vast benoemde leden van het technisch personeel van de PMS-centra, de rijks-vormingscentra en de inspectiediensten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 betreffende het geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 betreffende de oprichting, de samenstelling en de bevoegdheden van de plaatselijke paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 1995 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 genomen ter uitvoering van artikel 20 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en de betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1998 betreffende de organisatie en de werking van de raden van beroep van het gewoon secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot vaststelling van het vakantiestelsel voor het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogere kunstschoolen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2006 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 1997 tot vaststelling van het model van attest van aanvraag om inschrijving met toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de daarvoor geschikte structuren;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de raad van beroep tegen beslissingen houdende weigering tot toekenning van het getuigschrift van basisstudie (CEB) aan het einde van het lager onderwijs;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 betreffende de organisatie en de werking van de raden van beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 2013 tot vaststelling van de lijsten van indicatoren op grond waarvan de regering aan verschillende inrichtingen toestemming kan verlenen om te herstructureren of om afwijkingen te verlenen voor de invoering van autonome observatiediploma's, voor verhuizingen, voor de normen voor het behoud van de inrichting, alsook voor de normen voor het behoud per jaar, graad en optie;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2016 tot vaststelling van de wijze van inschrijving, verdeling, het slagen, de verbetering en de veiligstelling van de gemeenschappelijke externe proef die het getuigschrift van basisstudies (CEB) verleent en van de vorm van dit getuigschrift;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2016 tot vaststelling van de nadere regels voor de inschrijving, de verdeling, het slagen, de correctie en de beveiliging van de gemeenschappelijke externe certificeringsproeven in het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, getuigschriften en brevetten afgegeven in het kader van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 tot vaststelling van de modellen van attesten en getuigschriften tot bekrachtiging van studies in het alternerend secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2016 tot uitvoering van artikel 24^{ter}, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2018 houdende de organisatie, bij wijze van experiment, in het stelsel van certificering per leereenheid (CPU), van gegroepeerde basisopties in het 4^{de}, 5^{de} en 6^{de} jaar kwalificerend secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2019 tot uitvoering van artikel 2, 2^o en 3^o, en van de artikelen 9, 11, 18 en 19 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 september 2019 tot vaststelling van de nadere regels voor de omzetting in lestijden van de aanvullende middelen die worden toegekend voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur of afgevaardigde voor gegevensbescherming, overeenkomstig artikel 23, vijfde lid, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende diverse maatregelen met betrekking tot de organisatie van de begroting en de boekhouding, de begrotingsmiddelen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van de infrastructuur bestemd voor de vestiging van de *Cité des métiers de Charleroi*, de tenuitvoerlegging van de hervorming van de initiële lerarenopleiding;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 augustus 1959 tot vaststelling van de duur van in aanmerking komende diensten die ad interim worden verleend door leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige procedures voor de erkenning en subsidiëring van vakantiecetra;

Overwegende het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, en tot vaststelling van de gemeenschappelijke kern, inzonderheid artikel 1.9.1-1, zoals vervangen door het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang;

Overwegende het decreet van 2 juni 1998 houdende de organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan dat door de Franse Gemeenschap wordt gesubsidieerd, inzonderheid artikel 2bis, zoals ingevoegd bij het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang;

Gelet op de "Gendertest" van 23 maart 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 28 maart 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2022;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 6 mei 2022 met het onderhandelingscomité tussen de regering en *Wallonie Bruxelles Enseignement* en de federaties van de inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het syndicaal onderhandelingsprotocol binnen het onderhandelingscomité van sector IX, het provinciale en plaatselijke comité voor openbare diensten, afdeling II, en het onderhandelingscomité voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs overeenkomstig de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende organisatie van de betrekkingen tussen de openbare besturen en de vakbonden van de onder deze besturen ressorterende ambtenaren, gesloten op 4 mei 2022;

Gelet op het advies van de organisaties die de ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen, uitgebracht op 4 mei 2022, met toepassing van artikel 1.6.6-3 van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 13 juni 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel en de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — *Bepalingen betreffende de algemene organisatie van het onderwijs*

HOOFDSTUK 1. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1998 betreffende de organisatie en de werking van de raden van beroep van het gewoon secundair onderwijs*

Artikel 1. Artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 maart 1998 betreffende de organisatie en de werking van de raden van beroep van het gewoon secundair onderwijs wordt vervangen door wat volgt:

"Artikel 6. De zittingsperiode van de raden van beroep strekt zich uit over het gehele schooljaar. Zij begint uiterlijk op 16 augustus voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen aan het einde van het schooljaar en uiterlijk op 15 september voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen na de tweede zittingen."

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2006 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 1997 tot vaststelling van het model van attest van aanvraag om inschrijving met toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de daarvoor geschikte structuren*

Art. 2. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2006 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 1997 tot vaststelling van het model van attest van aanvraag om inschrijving met toepassing van de artikelen 80 en 88 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de daarvoor geschikte structuren, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in alle bijlagen worden de termen "onvoldoende beschikbare lokalen" vervangen door de termen "onbeschikbaarheid van plaatsen";

2° in de bijlagen II, IV, VIII en X worden de termen "eerste schoolwerkdag van september" vervangen door de termen "eerste werkdag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de raad van beroep tegen beslissingen houdende weigering van het getuigschrift van basisstudie aan het einde van het lager onderwijs*

Art. 3. In artikel 5 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 2007 betreffende de organisatie en de werking van de raad van beroep tegen beslissingen houdende weigering van het getuigschrift van basisstudie aan het einde van het lager onderwijs, worden de woorden "16 en 31 augustus" vervangen door de woorden "5 augustus en de maandag die voorafgaat aan het begin van het schooljaar".

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 15/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Artikel 15/1. - Onverminderd artikel 31, § 5, van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de prestaties van de leerlingen in het leerplichtonderwijs, ontvangen de zeven werkende leden bedoeld in artikel 31, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, indien ze hun mandaat uitoefenen tijdens de door de regering vastgestelde zomervakantieperiode van het bestuurspersoneel in een bevorderingsambt, een vergoeding voor elke dag van deelname die in deze periode begrepen is.

Indien het werkend lid vervangen wordt door zijn plaatsvervanger, wordt de vergoeding toegekend aan de plaatsvervanger.

De vergoeding bedraagt 104,89 euro per deelnemingsdag, geïndexeerd op basis van het spilindexcijfer 138,01.

Deze vergoeding wordt gelijkgesteld met een bezoldiging en is onderworpen aan socialezekerheidsbijdragen en bedrijfsvoorheffing.

Deze toelage kan niet in aanmerking worden genomen voor de berekening van de eindejaarsuitkering, het vakantiegeld en het pensioen."

HOOFDSTUK 4. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 betreffende de organisatie en de werking van de raden van beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 5. In artikel 6 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 januari 2010 betreffende de organisatie en de werking van de raden van beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "tussen 16 augustus en 31 augustus voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen van juni en tussen 15 september en 10 oktober voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen van september" vervangen door de woorden "tussen 16 augustus en de vrijdag voor het begin van het schooljaar voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen aan het einde van het schooljaar en tussen 15 september en 10 oktober voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen die volgen op de tweede zittingen";

2° in lid 3 worden de woorden "tussen 16 augustus en 31 augustus" vervangen door "tussen 16 augustus en de vrijdag voor de aanvang van het schooljaar";

3° In lid 4 worden de woorden "tussen 16 augustus en 31 augustus" vervangen door "tussen 16 augustus en de vrijdag voor het begin van het schooljaar".

HOOFDSTUK 5. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 2013 tot bepaling van de lijst van de indicatoren die de Regering in staat stellen meerdere inrichtingen toe te laten zich te herstructureren of afwijkingen toe te staan betreffende de autonome observatiegraden, de delokalisaties, de normen inzake inrichtingsbehoud, alsook de normen inzake behoud per jaar, graad en optie*

Art. 6. In bijlage IV, punt A2, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 mei 2013 tot bepaling van de lijst van de indicatoren die de Regering in staat stellen meerdere inrichtingen toe te laten zich te herstructureren of afwijkingen toe te staan betreffende de autonome observatiegraden, de delokalisaties, de normen inzake inrichtingsbehoud, alsook de normen inzake behoud per jaar, graad en optie, worden de woorden "eerste volgende dag van september" vervangen door "eerste dag van het volgende schooljaar".

HOOFDSTUK 6. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2016 tot vaststelling van de wijze van inschrijving, verdeling, het afnemen, de verbetering en de veiligstelling van de gemeenschappelijke externe proef die het getuigschrift van basisstudies (CEB) verleent en van de vorm van dit getuigschrift*

Art. 7. In artikel 10, 5°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2016 tot vaststelling van de wijze van inschrijving, verdeling, het slagen, de verbetering en de veiligstelling van de gemeenschappelijke externe proef die het getuigschrift van basisstudie (CEB) verleent en van de vorm van dit getuigschrift, worden de woorden "30 juni van het jaar" vervangen door "de laatste dag van het schooljaar".

Art. 8. Artikel 12 van het besluit wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 12. De gemeenschappelijke externe proef begint op de voorlaatste maandag van het schooljaar. De test is verdeeld over vier ochtenden. De inrichtingshoofden, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, en de inrichtende macht, in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, kunnen de lessen 's namiddags opschorten.

In afwijking van lid 1 kan de regering, om uitzonderlijke redenen, toestaan dat de externe certificeringsproeven van het CEB vóór de voornoemde maandag worden georganiseerd".

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2016 tot vaststelling van de nadere regels voor de inschrijving, de verdeling, het afnemen, de correctie en de beveiliging van gemeenschappelijke externe certificeringsproeven in het secundair onderwijs*

Art. 9. In artikel 10, 5°, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 mei 2016 tot vaststelling van de nadere regels voor de inschrijving, de verdeling, het afnemen, de correctie en de beveiliging van gemeenschappelijke externe certificeringsproeven in het secundair onderwijs, worden de woorden "30 juni van het jaar" vervangen door "de laatste dag van het schooljaar".

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden "in juni" vervangen door "ten vroegste op de 16^{de} kalenderdag voorafgaand aan de laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, getuigschriften en brevetten afgegeven tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 11. In artikel 34, eerste lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 betreffende de attesten, verslagen, getuigschriften en brevetten afgegeven tijdens het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1) de termen "1 september" worden vervangen door de termen "eerste dag van het schooljaar";
- 2) de termen "30 juni" worden vervangen door de termen "laatste dag van het schooljaar".

Art. 12. In de bijlagen bij hetzelfde besluit worden de termen "van 1 september tot 30 juni" telkens vervangen door de termen "van de eerste dag van het schooljaar tot de laatste dag van het schooljaar".

Art. 13. In bijlage 29 van hetzelfde besluit worden de woorden "Vanaf 1 september" vervangen door de woorden "Vanaf de eerste dag van het schooljaar".

Art. 14. In bijlage 54 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 4, lid 2:

- worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";
- worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar";

2° in punt 8:

- worden de woorden "1 september" telkens vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";
- worden de woorden "30 juni" telkens vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar";
- de woorden "30 juni van het schooljaar" worden telkens vervangen door de woorden "de laatste dag van het schooljaar";

- de woorden "de rubriek "1 september" tot "30 juni" wordt aangevuld met de jaren van het begin en het einde van het schooljaar" worden vervangen door de woorden "de rubriek "de eerste dag van het schooljaar" tot "de laatste dag van het schooljaar" wordt aangevuld met de data van de eerste dag van het schooljaar en met de jaren van het begin en het einde van het schooljaar.";

- worden de woorden "Bijlage 42: het zal gaan om 1 september van het schooljaar waarin het vijfde jaar met vrucht is afgesloten en 30 juni van het schooljaar waarin het zesde jaar met succes is afgesloten" vervangen door de woorden "Bijlage 42: het zal gaan om de eerste dag van het schooljaar waarin het vijfde jaar met vrucht is afgesloten en de laatste dag van het schooljaar waarin het zesde jaar met vrucht is afgesloten";

3° in punt 19:

- worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "eerste dag";
- worden de woorden "30 juni" vervangen door de woorden "de laatste dag".

4° Bij punt 22, worden de woorden « vanaf 1 september » telkens vervangen door de woorden "sinds de eerste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 9. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 tot vaststelling van de modellen van attesten en getuigschriften ter bekrachtiging van de studies in het alternerend secundair onderwijs*

Art. 15. In de bijlagen 3bis, 3ter, 3quater, 6bis, 6ter, 6quater, 15, 15bis van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 11 mei 2016 tot vaststelling van de modellen van attesten en getuigschriften ter bekrachtiging van de studies in het alternerend secundair onderwijs, worden de woorden "1 september" vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar".

Art. 16. In de bijlagen 39 en 39bis van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de woorden "1 september" worden vervangen door de woorden "de eerste dag van het schooljaar";
- 2° de woorden "30 juni" worden vervangen door de woorden "laatste dag van het schooljaar".

HOOFDSTUK 10. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2018 houdende de organisatie, bij wijze van experiment, in het stelsel van certificering per leereenheid (CPU), van gegroepeerde basisopties in het 4^{de}, 5^{de} en 6^{de} jaar kwalificerend secundair onderwijs*

Art. 17. In artikel 5, § 2, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2018 houdende de organisatie, bij wijze van experiment, in het stelsel van certificering per leereenheid (CPU), van gegroepeerde basisopties in het 4de, 5de en 6de jaar kwalificerend secundair onderwijs, worden de termen "1 september" vervangen door de termen "eerste dag van het schooljaar".

Art. 18. In artikel 6, paragraaf 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° de termen "1 september" worden vervangen door de termen "de eerste dag";
- 2° de woorden "van het jaar van de transformatie" worden vervangen door de woorden "van het schooljaar van de transformatie".

HOOFDSTUK 11. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2019 tot uitvoering van artikel 2, 2° en 3°, en van de artikelen 9, 11, 18 en 19 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs*

Art. 19. In artikel 10 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2019 tot uitvoering van artikel 2, 2° en 3°, en van de artikelen 9, 11, 18 en 19 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende de opvang, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de onderwijstaal niet beheersen in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, worden de termen "1 september 2022" vervangen door de termen "eerste dag van het schooljaar 2022-2023".

Art. 20. In bijlage 2 worden in artikel 4, 2), laatste lid, van hetzelfde besluit de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin wordt "30 juni" vervangen door "de laatste dag";

2° In de tweede zin:

a) in het 1^{ste} streepje wordt "30 juni" vervangen door "laatste dag van het schooljaar";

b) in het 2^{de} streepje wordt "1 tot en met 30 september" vervangen door "de eerste dag van het schooljaar tot en met 30 september".

Art. 21. In bijlage 2 worden in artikel 5, lid 4, van hetzelfde besluit, de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste zin wordt "30 juni" vervangen door "de laatste dag";

2° in de tweede zin:

(a) in het 1^{ste} streepje wordt "30 juni" vervangen door "de laatste dag van het schooljaar";

(b) in het 2^{de} streepje wordt "van 1 tot en met 30 september" vervangen door "van de eerste dag van het schooljaar tot 30 september".

HOOFDSTUK 12. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 september 2019 tot vaststelling van de nadere regels voor de omzetting in lestijden van de aanvullende middelen die worden toegekend voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur of afgevaardigde voor gegevensbescherming, overeenkomstig artikel 23, vijfde lid, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende diverse maatregelen met betrekking tot de organisatie van de begroting en de boekhouding, de begrotingsmiddelen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van de infrastructuur bestemd voor de vestiging van de Cité des métiers de Charleroi, de tenuitvoerlegging van de hervorming van de initiële lerarenopleiding*

Art. 22. In artikel 2, tweede lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 4 september 2019 tot vaststelling van de nadere regels voor de omzetting in lestijden van de aanvullende middelen die worden toegekend voor de uitoefening van de opdracht van preventieadviseur of afgevaardigde voor gegevensbescherming, overeenkomstig artikel 23, vijfde lid, van het programmadecreet van 12 december 2018 houdende diverse maatregelen met betrekking tot de organisatie van de begroting en de boekhouding, de begrotingsmiddelen, hoger onderwijs en onderzoek, kind, leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie, schoolgebouwen, de financiering van de infrastructuur bestemd voor de vestiging van de Cité des métiers de Charleroi, de tenuitvoerlegging van de hervorming van de initiële lerarenopleiding, worden de termen "31 augustus" vervangen door de termen "de dag vóór de eerste dag van het schooljaar".

Art. 23. Aan artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in lid 1 worden de termen "van 1 september tot en met 30 juni" vervangen door de termen "van de eerste dag van het schooljaar tot en met de laatste dag van het schooljaar";

- in lid 3 worden de woorden "1 september en 30 juni" vervangen door de woorden "de eerste dag en de laatste dag".

Art. 24. In de bijlagen I en II bij hetzelfde besluit wordt "31 augustus" vervangen door "de dag vóór de eerste dag van het schooljaar".

TITEL II. — *Bepalingen inzake onderwijspersoneel*

HOOFDSTUK 13. — *Bepalingen tot wijziging van het ministerieel besluit van 20 augustus 1959 tot vaststelling van de duur van in aanmerking komende diensten die ad interim worden verleend door leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs*

Art. 25. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 20 augustus 1959 tot vaststelling van de duur van in aanmerking komende diensten die ad interim worden verleend door leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan punt 1° wordt de volgende zin toegevoegd: "Het resultaat van de vermenigvuldiging wordt beperkt tot een maximum van 360 dagen per school- of academiejaar.";

2° aan punt 3° wordt de volgende zin toegevoegd: "Het resultaat van de vermenigvuldiging wordt beperkt tot ten hoogste 360 dagen per schooljaar.".

HOOFDSTUK 14. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur*

Art. 26. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 2, hoofdstuk E, van het koninklijk besluit van 15 maart 1974 waarbij op 1 april 1972 de weddeschalen worden vastgesteld verbonden aan de graden van het personeel der leergangen voor sociale promotie ressorterend onder het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur en het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur:

1° in de rubriek "Opvoeder-huismeester" wordt het getal "153" opgeheven en vervangen door het getal "153/1";

2° in de rubriek "Bestuurssecretaris" wordt "153" opgeheven en vervangen door "153/1".

Art. 27. In de bijlage met als opschrift "Tabel van loonschalen per 1 september 2011" van hetzelfde besluit wordt de rubriek "Schalen van de klasse (22 jaar)" als volgt aangevuld:

" 153/1

19.013,29 - 31.875,91

1¹ x 556,95

1¹ x 1.113,90

1³ x 916,70

1² x 945.11

1² x 945,65

9² x 931.59 "

HOOFDSTUK 15. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de leden van de Algemene Sturingsdienst van de Scholen en PMS-centra, van de leden de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de leden van de inspectiedienst voor het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de PMS-centra van de Staat*

Art. 28. In artikel 2, hoofdstuk G, van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen, van de leden van de Algemene Sturingsdienst van de Scholen en PMS-centra, van de leden de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, van de leden van de inspectiedienst voor het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de PMS-centra van de Staat, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het opschrift "Opvoeder-huismeester" en de hele paragraaf worden opgeheven en vervangen door:

"Opvoeder-huismeester in het secundair onderwijs met volledig leerplan:

a) opvoeder-huismeester 153/1

b) opvoeder-huismeester met een master in de onderwijswetenschappen of een master in de psychopedagogie, of een licentiaat in de onderwijswetenschappen, of een licentiaat in de wetenschappen en techniek van de voortgezette opleiding, of een licentiaat in de psychopedagogische wetenschappen, of een licentiaat in de psychopedagogie, of een licentiaat in het opleidingsbeleid en de psychopedagogie, of een licentiaat in het opleidingsbeleid en de opleidingspraktijk 416/1

Opvoeder-huismeester in hogescholen en hogere kunstscholen: 153 ;

2° het opschrift "Directiesecretaris" en de volledige paragraaf worden opgeheven en vervangen door :

"Directiesecretaris in het secundair onderwijs met volledig leerplan:

a) Directiesecretaris 153/1

b) Directiesecretaris met een master in de onderwijswetenschappen of een master in de psychopedagogie, of een licentiaat in de onderwijswetenschappen, of een licentiaat in de wetenschappen en techniek van de voortgezette opleiding, of een licentiaat in de psychopedagogische wetenschappen, of een licentiaat in de psychopedagogie, of een licentiaat in het opleidingsbeleid en de psychopedagogie, of een licentiaat in het opleidingsbeleid en de opleidingspraktijk 416/1

Directiesecretaris aan hogescholen en hogere kunstscholen: 153".

Art. 29. In de bijlage bij hetzelfde besluit, met als opschrift "Tabel van loonschalen met ingang van 1 september 2019", worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de rubriek "Klasseschalen (22 jaar)" wordt aangevuld met:

153/1

19.013,29 - 31.875,91

1¹ x 556,95

1¹ x 1.113,90

1³ x 916,70

1² x 945.11

1² x 945,65

9² x 931.59

2° de rubriek "Klasseschalen (24 jaar)" wordt aangevuld met:

416/1

23.309,17 - 40.232,56

1¹ x 567,23

1¹ x 1.134,47

1³ x 1.383,79

10² x 1.383,79

HOOFDSTUK 16. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie en het verlof van de stagelopende personeelsleden of de vast benoemde leden van het technisch personeel van de PMS-centra, de rijks-vormingscentra en de inspectiediensten*

Art. 30. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie en het verlof van de stagelopende personeelsleden of de vast benoemde leden van het technisch personeel van de PMS-centra, de rijks-vormingscentra en de inspectiediensten, wordt vervangen als volgt:

"Artikel 1 § 1. De leden van het technisch personeel, vastbenoemd en stagiair, onderworpen aan het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, genieten de hieronder bepaalde jaarlijkse vakantie-regeling:

1° de herfstvakantie (Allerheiligen) : twee weken, vastgesteld bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste in de maand april van het boekjaar X-2 voor het boekjaar X;

2° de wintervakantie (Kerstmis): deze begint op de maandag van de week waarin de 25ste december valt en duurt veertien dagen. Wanneer 25 december echter op een zaterdag of zondag valt, beginnen deze vakantiedagen op de daaropvolgende maandag. De data worden jaarlijks vastgesteld door een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° ontspanningsvakantie (Carnaval): één week vastgesteld door een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste in de maand april van het jaar X-2 voor het jaar X;

4° de lentevakantie (Pasen): twee weken vastgesteld bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap uiterlijk in de maand april van het boekjaar X-2 voor het boekjaar X;

5° zomervakantie: de zomervakantieperiodes worden als volgt vastgesteld:

a) voor de directeurs: vijf opeenvolgende weken vakantie, vastgesteld bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap uiterlijk in de maand april van het boekjaar X-2 voor het boekjaar X;

b) voor het overige personeel: vanaf de dag na de laatste dag van het schooljaar tot en met de dag voor de eerste dag van het volgende schooljaar. Ook tijdens de zomervakantie moeten vijf opeenvolgende werkdagen worden gewerkt, hetzij in de eerste week van de zomervakantie, hetzij in de week voor het begin van het schooljaar.

De opening van de psycho-medisch-sociale centra tijdens een deel van de zomerschoolvakanties en één week van de schoolvakanties voor ontspanning moet toelaten om, via de organisatie van permanente kantoren die duidelijk zijn meegedeeld aan de raadvragende personen, aan de jongeren en de gezinnen, de functie of de opdracht van begeleiding op het gebied van school- en beroepsoriëntatie te verzekeren;

6° diverse verlof- en feestdagen:

1. 27 september (Feest van de Franse Gemeenschap dag);

2. 1 november (Allerheiligen);

3. 2 november;

4. 11 november (Wapenstilstand 1918);

5. Vette dinsdag, overeenkomstig artikel 1.9.1-2, § 3, leden 2 en 3, van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

6. Paasmaandag;

7. 1 mei (Feest van de Arbeid);

8. Hemelvaart donderdag;

9. Pinkstermaandag.

§ 2. De personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, onderworpen aan het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, genieten de hieronder omschreven jaarlijkse vakantie-regeling:

1° Herfstvakantie (Allerheiligen): één week vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste in de maand april van het boekjaar X-2 voor het boekjaar X ;

2° de wintervakantie (Kerstmis): deze vakantiedagen beginnen op de maandag van de week waarin 25 december valt, en duren veertien dagen. Wanneer 25 december echter samenvalt met een zaterdag of een zondag, beginnen deze vakantiedagen op de daaropvolgende maandag. De data worden jaarlijks vastgesteld door een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° ontspanningsvakantie (Carnaval): één week vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste in de maand april van het jaar X-2 voor het jaar X;

4° de lentevakantie (Pasen): twee weken vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste in de maand april van het boekjaar X-2 voor het boekjaar X;

5° zomervakantie: zes opeenvolgende weken vakantie, vastgesteld bij besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ten laatste in de maand april van het boekjaar X-2 voor het boekjaar X;

6° diverse verlof- en feestdagen:

1. 27 september (Feest van de Franse Gemeenschap);

2. 1 november (Allerheiligen);

3. 2 november;

4. 11 november (Wapenstilstand 1918);

5. Vette dinsdag, overeenkomstig artikel 1.9.1-2, § 3, leden 2 en 3, van het wetboek voor het basis- en secundair onderwijs;

6. Paasmaandag;

7. 1 mei (Dag van de Arbeid);

8. Hemelvaart donderdag;

9. Pinkstermaandag.

HOOFDSTUK 17. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 betreffende het geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap*

Art. 31. Aan artikel 24, § 2, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1993 betreffende het geldelijk statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, wordt de volgende zin toegevoegd: "Het resultaat van de vermenigvuldiging wordt beperkt tot maximum 360 dagen per schooljaar.

Art. 32. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de woorden "de winter-, lente- en/of zomervakantie" vervangen door de woorden "de herfst- (Allerheiligen), winter- (Kerstmis), ontspannings- (Carnaval), lente- (Pasen) en/of zomervakantie".

Art. 33. In artikel 46 van hetzelfde besluit worden de woorden "winter- en/of lentevakantie" vervangen door de woorden "herfstvakantie (Allerheiligen), wintervakantie (Kerstmis), ontspanningsvakantie (Carnaval) en/of lentevakantie (Pasen)".

Art. 34. In artikel 47 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het getal "160" wordt vervangen door "120";

2° het getal "200" wordt vervangen door "150".

Art. 35. In artikel 50 van hetzelfde besluit worden de woorden "de winter-, lente- en/of zomervakantie" vervangen door de woorden "de herfst- (Allerheiligen), winter- (Kerstmis), ontspannings- (Carnaval), lente- (Pasen) en/of zomervakantie".

HOOFDSTUK 18. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 24 augustus 2016 tot uitvoering van artikel 24ter, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs*

Art. 36. In artikel 3, tweede lid, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd en gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "van 1 tot en met 7 juli en" worden geschrapt;

2° de woorden "van 16 tot en met 31 augustus" worden vervangen door de woorden "van 16 augustus tot en met de dag vóór de eerste schooldag".

TITEL III. — *Bepalingen betreffende het hoger onderwijs*

HOOFDSTUK 19. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot toepassing van artikel 20 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en de betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen*

Art. 37. In artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1996 tot toepassing van artikel 20 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en de betrekkingen van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "twee weken die samenvallen met de in het basis- en secundair onderwijs geldende vakantie" vervangen door de woorden "de eerste twee volle weken van april";

2° in 3°, wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf".

HOOFDSTUK 20. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 houdende vaststelling van het vakantiestelsel voor het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogere kunstscholen*

Art. 38. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot vaststelling van het stelsel van de verlofdagen van het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogere kunstscholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2° worden de woorden "twee weken die samenvallen met de in het basis- en secundair onderwijs geldende vakantie" vervangen door de woorden "de eerste twee volle weken van april";

2° in 3° worden de woorden "begrepen in de vakantieperiode die geldt in het basis- en secundair onderwijs, waarvan minstens vier opeenvolgende weken" vervangen door de woorden "begrepen tussen 1 juli en de aanvang van het academiejaar, waarvan ten minste vijf opeenvolgende weken".

HOOFDSTUK 21. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende het algemeen studiereglement in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 39. In artikel 4, 4. van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013 houdende het algemeen studiereglement in de hogere kunstscholen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden "over twee weken die samenvallen met de in het basis- en secundair onderwijs geldende vakantie" vervangen door de woorden "over de eerste twee volle weken van april".

TITEL IV. — *Bepalingen betreffende het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan*

HOOFDSTUK 22. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 1995 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan*

Art. 40. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 4 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20 november 1995 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan:

- in lid 1 worden de woorden "vóór 31 oktober van elk jaar" vervangen door de woorden "de laatste zaterdag vóór de herfstvakantie (Allerheiligen) van het lopende schooljaar";

- in lid 2 wordt "15 november" vervangen door "de vrijdag na de herfstvakantie (Allerheiligen)".

TITEL V. — Bepalingen betreffende de opvang in de vrije tijd

HOOFDSTUK 23. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 maart 2004 tot vaststelling van sommige procedures voor de erkenning en subsidiëring van vakantiecentra*

Art. 41. In artikel 15 van het besluit worden in lid 1 de volgende wijzigingen aangebracht: de woorden "kerst- of paasvakantie" worden vervangen door de woorden "herfstvakantie (Allerheiligen), wintervakantie (Kerstmis), ontspanningsvakantie (Carnaval) of lentevakantie (Pasen)".

Art. 42. In bijlage III-1 van het besluit worden de woorden "kerst- of paasvakantie" vervangen door de woorden "herfstvakantie (Allerheiligen), wintervakantie (Kerstmis), ontspanningsvakantie (Carnaval) of voorjaarsvakantie (Pasen)".

TITEL VI. — Slotbepalingen

Art. 43. Dit besluit treedt in werking op 29 augustus 2022, met uitzondering van de hoofdstukken 14 en 15, die in werking treden op 1 september 2022.

Art. 44. De ministers bevoegd voor het leerplichtonderwijs, het hoger onderwijs en de sociale promotie en Kind zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,

Jeugdwelzijn, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2022/41651]

14 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les congés des membres du personnel dans les centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, les Centres de formation de l'Etat et dans les Services d'inspection des centres psycho-médico-sociaux pour les exercices 2022-2023 et 2023-2024

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, article 7, tel qu'inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} octobre 1986 ;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des centres de formation de l'Etat, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des centres psycho-médico-sociaux spécialisés, notamment l'article 169 ;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection ;

Vu le « test genre » du 23 mars 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole de négociation du 4 mai 2022 du Comité de négociation - secteur IX Enseignement, du Comité des services publics locaux et provinciaux - section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, réunis conjointement ;

Vu le protocole de négociation du 6 mai 2022 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 13 juin 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1. Pour l'exercice 2022-2023, les vacances d'automne (de Toussaint) sont fixées comme suit :

1^o pour les membres du personnel technique et les directeurs des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française : du lundi 24 octobre 2022 au vendredi 4 novembre 2022 ;

2^o pour les membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux : du lundi 31 octobre 2022 au vendredi 4 novembre 2022.

§ 2. Pour l'exercice 2022-2023, les congés de détente (de Carnaval) sont fixés, pour les membres du personnel technique et les directeurs des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que pour les membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux, comme suit : du lundi 20 février 2023 au vendredi 24 février 2023.